

Les fascicules des **BIC**

NÉOLIBÉRALISME LE VOL ORGANISÉ DU BIEN COMMUN



BRIGADES D'INFORMATION CITOYENNE

NÉOLIBÉRALISME LE VOL ORGANISÉ DU BIEN COMMUN

« Quand le capitalisme perd la tête »

Ces mots sont ceux que Joseph Stiglitz emploie pour le titre de son dernier livre. Qui est Joseph Stiglitz ? Un communiste encore perdu dans ses illusions ? Pas du tout ! Stiglitz, un prix Nobel d'économie, fut pendant huit ans, le conseiller économique du président états-unien William « Bill » Clinton avant d'agir comme vice-président de la Banque mondiale. Pourquoi cet homme, qui ne se considère pas anticapitaliste, rejoint-il les rangs des altermondialistes critiques des dérives économiques actuelles ? Parce que, comme eux, il a jugé l'arbre à ses fruits. Et voici ce que, comme eux, il a vu :

- les 200 personnes les plus riches de la planète possèdent ensemble une fortune égale à celle que possèdent deux milliards 500 millions de personnes, soit 41 % de la population du globe ;
- un enfant de moins de dix ans meurt de faim ou de problèmes liés à la faim à toutes les sept secondes alors que les experts sont unanimes : nous avons tous les moyens matériels de nourrir douze milliards de personnes, soit le double de la population mondiale actuelle ;
- à chaque fois qu'une corporation multinationale annonce des mises à pied massives, la valeur de ses actions à la Bourse fait un bond important à la hausse ;
- un enfant sur quatre naît dans la pauvreté aux États-Unis d'Amérique, le pays le plus riche et le plus puissant de la planète ;
- selon le Bureau international du travail (BIT), le nombre de chômeuses et de chômeurs recherchant un emploi a atteint 185,9 millions dans le monde en 2003, soit le chiffre le plus élevé jamais enregistré. Les plus touchés sont les jeunes de 15 à 24 ans ;
- au cours des années 1970, la différence de rémunération entre un PDG d'une firme américaine et son plus modeste salarié était de 60 à 1 (écart déjà plus que remarquable). Aujourd'hui, cet écart est de 350 à 1 !

La liste des symptômes qui permettent de déceler la maladie sénile du capitalisme pourrait s'allonger ainsi sur plusieurs pages. Cette maladie est non seulement connue, mais les experts lui ont donné un nom : le néolibéralisme.

Qu'est-ce que le néolibéralisme ?

Le néolibéralisme est **une théorie économique selon laquelle le marché, libéré de toute contrainte et laissé à lui-même, réglerait tous les problèmes que la société rencontre tant au niveau local que mondial.** Cette théorie économique a profité de la mondialisation pour s'étendre à toute la planète. Le phénomène se nomme : la globalisation.

Les néolibéraux sont hostiles à la plupart des interventions de l'État dans l'économie (sauf s'il s'agit de l'armée ou de la police). Ils sont pour le libre-échange entre les pays, sans tenir compte des inégalités des richesses qui faussent le jeu. Ils sont contre les syndicats et les lois qui favorisent le droit d'association. Ils considèrent les dispositifs de protection sociale (assurance hospitalisation, assurance chômage, aide sociale, assurance maladie, etc.) qu'offre l'État comme un vol dont ils sont victimes. Ils veulent donc réduire les impôts. Les néolibéraux croient que l'État est un frein au développement. Ils soutiennent que la réglementation est un obstacle à l'efficacité et à la rentabilité. Cette croyance aveugle qui s'est transformée en croisade a conquis l'esprit de l'ensemble des hommes et des femmes politiques au point d'affecter l'idée que les plus généreux se font de la justice sociale.

Le néolibéralisme, c'est le pouvoir pour les riches et les plus puissants d'exploiter tant les ressources naturelles que les êtres humains, et ce, sans limite. Ce pouvoir, ils l'exercent avec un seul but en tête, une seule obsession : le profit maximum dans les plus courts délais.

L'économie néolibérale a perdu contact avec la réalité

Les défenseurs du système économique actuel se perçoivent et se présentent comme des gens sérieux occupés à faire les choses sérieusement et en toute rationalité. Voyons-y de plus près.

Jusqu'aux années 1970, le capitalisme était globalement « industriel ». Il existait généralement un lien entre l'argent investi et la réalité. Autrement dit, si les investisseurs décidaient de placer de l'argent, c'était dans du concret, des usines, de la machinerie ou des services quelconques. Les profits de l'entreprise étaient largement réinvestis dans cette entreprise et on manifestait une certaine patience quant au

Le marché c'est quoi ?

Le marché, c'est l'ensemble de toutes les transactions, c'est-à-dire, l'achat et la vente de tout ce qui est accessible tant au niveau local que national ou international. Les néolibéraux voudraient que tout soit à vendre, y compris les choses essentielles à la vie telle que l'eau...

rendement. De plus, les dirigeants de l'entreprise, ceux qui décidaient des grandes orientations, étaient souvent à la fois propriétaires et gestionnaires. Dans certains cas, ils vivaient et travaillaient dans la communauté où était située l'entreprise. À la suite de l'accroissement de la taille des entreprises et de leurs plus grandes capacités

Un peu d'histoire récente

Au début des années 1990, les forces néolibérales étaient déjà puissantes et elles étaient à l'œuvre dans presque tous les pays, mais elles étaient retenues jusqu'à un certain point par la nécessité de composer avec l'Union soviétique et le bloc des pays socialistes que celle-ci maintenait sous son influence. De plus, les gouvernements des pays d'Occident et les grands groupes capitalistes s'efforçaient de prévenir la formation, dans leurs propres pays, de partis de gauche trop puissants (communistes principalement) qui pourraient menacer l'expansion de l'économie capitaliste. Le grand capital tolérait encore, dans certains pays du moins, une certaine distribution de la richesse grâce à des pratiques salariales distributives et à l'existence de services publics universels et efficaces. **La chute du Mur de Berlin, en 1989, avec ce qu'elle symbolisait, bientôt suivie de la dissolution étonnamment rapide de l'empire soviétique (1991),** toujours resté un peu redoutable, fit sauter les derniers verrous. Le modèle communiste avait fait faillite et il en sortait largement discrédité. Désormais, plus rien ne s'opposait à la diffusion sur la planète entière de « l'autre » modèle économique. Les assises du néolibéralisme étaient déjà solides dans plusieurs pays, avec la complicité de gouvernements et dans la plupart des instances internationales (Banque Mondiale, FMI, OMC, OCDE, OEA, etc.). Le mouvement de mondialisation néolibérale prenait un nouvel envol et la planète entière devenait son champ d'action.

à générer des profits, un afflux constant et massif de capitaux a envahi le marché mondial. Les détenteurs de ces énormes sommes d'argent ont voulu accroître leur fortune de façon continue et répétée. Leur appétit s'est jeté sur tout ce qui pouvait générer le plus haut taux de profits, peu importe le destin des entreprises ou des populations. Le pouvoir économique était de plus en plus entre les mains de ces détenteurs de capitaux. **D'industriel qu'il était, le capitalisme est devenu « financier ».**

Or, les autorités politiques des pays développés avaient appris, après une grande dépression et deux guerres mondiales, qu'il ne fallait pas laisser libre cours à

ces drogués du profit et qu'une réglementation s'imposait afin de ne pas exposer le monde à un autre krach comme celui de 1929. Mais les réglementations mises en place après la Seconde Guerre mondiale gênaient les spéculateurs de tout acabit qui voulaient s'abandonner à leur passion. Des pressions faites sur des gouvernements complices ou serviles ont vite dilué toutes ces mesures au cours des années 1970 et 1980. **Le capitalisme financier devint de plus en plus libre et fou. Les investisseurs se transformèrent en joueurs de casino** confiant à la Bourse et à ses gourous des sommes monumentales (des transactions de l'ordre de 1,800 milliards de dollars s'effectuent autour de la planète, à chaque jour sur les marchés des taux de change). Les monnaies nationales n'échappèrent donc pas à l'appétit de ces spéculateurs qui en provoquèrent l'effondrement. **Des populations entières furent victimes de ce petit jeu qui provoqua des crises humanitaires d'un côté et un accroissement indécent de la fortune de quelques individus déjà milliardaires, de l'autre.**

Les néolibéraux persistent à tenter de nous faire croire que leur économie repose sur une rationalité sans faille, alors qu'ils planent dans le virtuel et l'irréel. Les néolibéraux nous prennent pour des valises.

Une histoire de poids lourds

Dans le *credo* du néolibéralisme, on trouve constamment un plaidoyer en faveur de l'abolition des réglementations de toutes sortes (le droit du travail, les lois favorisant l'accès à la syndicalisation, la protection de l'environnement, des mesures favorisant la santé publique, des règlements interdisant la publicité destinée aux enfants, etc.). La pression que les néolibéraux exercent est telle que les gouvernements et, il faut le dire, une population conditionnée à les croire, se sont mis à leur écoute, et cette entreprise de déréglementation est en cours. Devant les gouvernements hésitants, les néolibéraux n'hésitent pas à recourir au chantage aux investissements ou aux délocalisations d'entreprises. C'est ainsi que, sous le couvert de la déréglementation, on a vu disparaître petit à petit toutes les mesures de protection collectives que les communautés avaient élaborées au fil des ans. **Derrière la**

Les néolibéraux : des membres d'une secte ?

On peut dire des néolibéraux ce que l'on dirait à propos des membres d'une secte : des femmes et des hommes qui croient aveuglément que les lois de l'économie marchande sont comparables aux lois de la nature ou divines donc, des lois qui s'imposent à tous et partout et contre lesquelles on ne peut rien. Ces vérités sont portées, développées et transmises par des économistes grassement payés par les financiers du monde qui en ont fait leurs prophètes auprès des populations.

déréglementation se cachait une entreprise de démolition des acquis sociaux, c'est-à-dire, du bien commun. Les demandes de déréglementation, c'est un peu comme si une association de propriétaires de flottes de poids lourds faisait pression sur le gouvernement pour que celui-ci abolisse les feux de circulation. Ils plaideraient leur cause en disant que l'économie y gagnerait : une plus grande rapidité dans la livraison, moins d'usure aux freins et donc moins de coûts de réparation, une plus faible consommation d'essence, etc. et donc plus de profit. Car c'est la règle : moins il y a de coûts, plus il y a de profits. Imaginons que les propriétaires de poids lourds réussissent

Comme une rivière...

Le marché, c'est comme une rivière. On ne peut arrêter la rivière de couler mais on peut en contrôler le débit, la harnacher, baliser ses rives en bâtissant des murs de protection afin d'éviter les débordements et les inondations à certains moments de hautes crues. Ceci est un gain de la modernité et du progrès.

Les néolibéraux voudraient que le marché soit libéré de toute contrainte. Les néolibéraux sont des nostalgiques qui voudraient nous ramener 100 ans en arrière. Les néolibéraux ont oublié que le monde avait évolué et que nous avons les moyens de pacifier les rivières et de les rendre moins dévastatrices, à l'occasion.

raient à convaincre les gouvernements de la justesse de leur raisonnement économique ; imaginons la suite de l'histoire pour la vie des cyclistes !

Nous, les êtres humains, sommes en quelque sorte les cyclistes de l'histoire. Il semble bien que nous ne pesions pas beaucoup dans la balance des faiseurs de profits.

L'être humain, un facteur négligeable dans la comptabilité néolibérale

Quand entendons-nous parler du coût social d'une décision économique ? Jamais. Pour les économistes néolibéraux, l'économie tourne pour elle-même, c'est-à-dire pour ces constructions abstraites appelées « entreprises ». Tout ce qui est bon pour les entreprises, est bon pour l'économie. « There is no such thing as society » disait la générale de l'armée néolibérale, la première ministre d'Angleterre, Margaret Thatcher (« la société comme telle, cela n'existe pas »).

Les tribunaux ont un jour accordé aux grandes corporations le statut de « personne morale ». Aujourd'hui on se demande où sont passées les personnes physiques dans les données économiques. Une froide rationalité désincarnée règle les jours et les nuits

de cette économie. Dans cette logique, il n'y a pas de place pour le social et le citoyen n'a aucune valeur. Les hommes et les femmes ne comptent plus comme citoyennes et citoyens, ils n'ont de valeur qu'à titre de consommatrices et de consommateurs.

Les êtres humains sont des coûts, donc des obstacles aux profits. Ces imperipetins osent demander des salaires, un peu de temps pour avoir et élever des enfants, de l'aide sociale pour les mauvais jours, des assurances collectives pour faire face à la maladie et combien d'autres caprices ! Il n'est donc pas surprenant de voir les cours des actions d'une entreprise monter en flèche à toute annonce de licenciements massifs ; moins d'êtres humains, donc plus de profits ! Comment expliquer à ces profiteurs que le chômage (et ce qui s'ensuit : maladies diverses, séparations, violence familiale, dépressions, voire suicides) coûte cher à la société ? C'est impossible, ils ne comprennent pas. Rappelez-vous : « There is no such thing as society. » Et comme l'économie néolibérale est présentée par ses défenseurs, comme une loi de la nature, un peu comme la pluie qui tombe du ciel et contre laquelle on ne peut rien, alors les responsabilités des patrons et des gouvernements s'effacent. Il n'y a ni responsables ni coupables dans le monde merveilleux du néolibéralisme.

Les spéculateurs : des personnes sans scrupules qui considèrent que l'économie est un immense jeu de Monopoly et qui tentent de s'enrichir le plus rapidement possible en plaçant et déplaçant des sommes considérables sans tenir compte des conséquences sur les êtres humains. Le problème c'est que dans la vraie vie, il ne s'agit pas d'un jeu. Ici, les perdants sont de vraies victimes et toujours parmi les plus faibles.

La négation du bien commun

Les valeurs néolibérales sont essentiellement individualistes. C'est l'évangile de chacun pour soi fondé sur le retour à la loi de la jungle. Le néolibéralisme constitue un grand bond en arrière.

Les femmes et les hommes du vingtième siècle avaient réussi de peine et de misère (deux guerres mondiales et une grande crise économique) à civiliser un tant soit peu les relations sociales en développant le bien commun de manière à donner à chaque individu le minimum nécessaire à son développement. Il restait beaucoup à faire, mais globalement nous étions sur la bonne voie.

Une certaine idée du bien commun s'était développée. Il nous apparaissait normal, par exemple, qu'une source d'énergie comme l'électricité soit disponible à tous et partout à un prix raisonnable ; que l'éducation et la santé soient exclues de l'univers marchand et donc accessibles à toutes et tous indépendamment de la fortune de chacun ; que l'environnement puisse être protégé par une réglementation qui limi-

Les gens avant l'argent

L'économie n'est pas une science, c'est une idéologie. Cela veut dire que les mots tels que « bénéfiques » et « coûts » peuvent signifier des réalités très différentes selon le type d'économie que je désire. Si je propose une économie dans laquelle les valeurs marchandes dominent, une économie du chacun pour soi, une économie fondée sur la seule recherche du profit maximum, alors les « bénéfiques » seront ceux que j'obtiens personnellement et pour ma seule satisfaction immédiate ; les « coûts » seront les salaires à payer, les règlements à respecter, les dispositifs nécessaires à la protection de l'environnement ou de la santé, etc. Dans cette économie, l'éducation est aussi un coût plutôt qu'un investissement.

Mais si je choisis une autre économie, une économie fondée sur la priorité absolue des droits humains sur les droits du commerce, alors les mots ne signifieront plus la même chose, car j'aurai choisi les gens avant l'argent. Ainsi, ce qui pourrait être aujourd'hui un « coût » pourrait devenir un « bénéfice » pour demain. Par exemple, une taxe spéciale sur certains véhicules « énergivores » pourrait devenir une source de préservation d'énergie et de protection de l'environnement, donc une « taxe bénéfice ». Cette taxe pourrait être un coût aux yeux des personnes indifférentes aux autres, mais un bénéfice pour toutes les autres présentes et à venir.

« L'idéologie de la compétitivité renforce, en y apportant quelques éléments nouveaux, la primauté de la logique de guerre dans les relations entre les entreprises, les opérateurs économiques, les villes, les États. La vision de l'économie mondiale qu'elle véhicule est en effet très réductrice : les entreprises ne sont que des armées s'affrontant pour la conquête des marchés et la défense des positions acquises [...].

Cette logique de guerre réduit le rôle de l'État à celui d'un vaste système d'ingénierie juridique, bureaucratique et financière mis au service de la performance commerciale de l'entreprise. L'État n'est plus l'expression politique de l'intérêt public collectif ; il devient un acteur parmi d'autres, chargé de créer les conditions les plus favorables à la compétitivité des entreprises. L'intérêt général se résume ainsi à celui des firmes géantes se disputant les marchés mondiaux. Il est évident que cette idéologie est en contradiction avec toute forme de démocratie participative. »

Riccardo Petrella

tait l'appétit des prédateurs de toutes sortes ; que la culture puisse, au titre de patrimoine, recevoir l'aide des pouvoirs publics afin de contrer l'invasion de la culture strictement marchande. L'ensemble de toutes ces mesures, et bien d'autres, constituait l'arsenal de défense du bien commun.

Mais depuis quelques temps, nous assistons à une offensive générale de la part des néolibéraux qui considèrent que tous les secteurs de l'activité humaine doivent pouvoir faire l'objet de privatisations, donc soumis à la loi du profit et, par conséquent, offerts à celles et ceux qui en ont les moyens. Cette attitude et cette idéologie constituent la négation même du bien commun.

L'abolition du futur

L'approche économique néolibérale est fondée sur la production immédiate d'un profit maximum. Or, pour un profit maximum, il faut une production maximum, et pour une production maximum, il faut une promotion maximum pour inciter à une consommation maximum. Il s'agit d'une logique infernale, car elle conduit tout droit à un épuisement des richesses et donc à de graves pénuries pour le futur.

Or, le futur vit déjà parmi nous, il suffit de regarder pour le voir : il a le visage de tous ces enfants que l'on voit entrer à l'école ou à la garderie le matin. Ce sont eux qui auront à subir ces pénuries que préparent nos apprentis sorciers.

Pour nous convaincre de la totale irrationalité de cette idéologie, il n'y a qu'à considérer ces deux données fondamentales : d'un côté, un système économique fondé sur une consommation continue et, de l'autre, une planète dont toutes les ressources sans exception sont limitées. Or, tout futur viable doit pouvoir compter sur un minimum de ressources vitales. La lutte contre les méfaits du néolibéralisme devient une lutte pour la vie des enfants à venir. Notre futur sera leur présent.

Pour assurer l'avènement d'un futur viable, il faut planifier l'utilisation des ressources, imposer des réglementations à leur commercialisation et, dans plusieurs cas, les considérer comme patrimoine de l'humanité et donc propriété commune et non privée.

L'État, c'est nous

« Le néolibéralisme part de l'idée que l'individu existerait seul et que les régulations sociales sont des obstacles à son épanouissement. Or, et c'est là un enseignement fort de l'histoire sociale, l'individu ne tient pas debout tout seul. »

Robert Castel

Un marché laissé à lui-même, sans contraintes ou règlements régulateurs, nous donne une société caractérisée par la concurrence de tous contre tous. Si on refuse cette loi de la jungle qui règne sur un monde où il n'y a de place que pour les gagnants ; si on refuse la règle selon laquelle la liberté est celle du plus fort ; si on refuse la logique implacable qui condamne même les plus justes des entrepreneurs à se plier à la tyrannie impitoyable des actionnaires ; si on refuse la soumission au chantage aux investissements et aux menaces de délocalisation ; **alors, on se doit d'exiger la préséance des droits humains sur les droits du commerce.**

Et comment faire régner les droits humains sans un État responsable voué à la sauvegarde du bien commun ? L'État n'est pas extérieur à nous. **En démocratie, l'État est l'émanation de la volonté de l'ensemble des citoyennes et des citoyens.** Sans être le seul instrument qui puisse assumer une répartition des richesses, l'État demeure plus que jamais le garant de la justice sociale.

Or, il est curieux de constater à quel point le capitalisme cherche à miner systématiquement les pouvoirs de l'État alors que, sans les États des pays développés, ce même capitalisme n'aurait jamais pu se développer comme il l'a fait jusqu'à ces dernières années. On peut même affirmer que, en combattant aussi farouchement la présence de l'État comme acteur majeur sur la scène de l'économie, les néolibéraux sont en train de scier la branche sur laquelle ils sont assis.

Il appartient aux citoyennes et aux citoyens organisés d'arrêter ce manège fou. Il s'agit de récupérer le pouvoir de décider en fonction des besoins de l'ensemble et non de quelques-uns. Ce pouvoir s'inscrit au cœur même du principe qui inspira toutes les luttes pour la liberté et qui se nomme : démocratie.

La démocratie c'est avant tout la défense du bien commun

Le profit n'est pas un facteur de démocratie. Mais les néolibéraux tentent de nous faire accroire que l'accès libre et illimité aux profits conduit nécessairement à plus de démocratie. La course aux profits les plus élevés ne peut conduire qu'au pouvoir des plus forts ou des plus féroces. La démocratie ne peut être le pouvoir de quelques-uns sur l'ensemble des autres.

Nous ne sommes plus en démocratie quand des corporations multinationales font et défont des présidents ou des premiers ministres avec l'aide des réseaux intégrés de l'information dont elles sont aussi propriétaires.

Nous ne sommes plus en démocratie quand de grandes questions comme les traités relatifs au commerce des biens et des services sont concoctés en secret sans faire l'objet de débats publics dans les parlements.

Nous ne sommes plus en démocratie quand les gens au pouvoir cherchent à transformer les citoyennes et les citoyens en consommatrices et consommateurs passifs.

La démocratie n'est pas un état, c'est un processus. Elle naît chaque jour des actes posés par des citoyennes et des citoyens informés et éclairés. Il faut, pour y arriver, que les citoyennes et les citoyens retrouvent la volonté de s'informer et de débattre en vue de la défense constante du bien commun.

Ce monde où tout devient marchandise met en péril le bien commun, c'est-à-dire la préservation des ressources, un environnement sain, la santé, l'éducation et la culture. Si la démocratie c'est la défense du bien commun, alors la marchandisation du monde ne peut donc conduire qu'à moins de démocratie.

Le premier devoir des citoyennes et des citoyens est donc de comprendre pourquoi et comment le bien commun est en danger. Pour comprendre, il faut apprendre et pour apprendre il faut s'informer. Il faut donc libérer l'information. Il faut s'informer et non se laisser informer. Il faut s'informer entre nous, partager l'information, la diversifier, la débattre.

Voilà pourquoi il nous apparaît nécessaire que soient mises sur pied les BIC, ces Brigades d'information citoyenne.

